



C_2016_146

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 03 NOVEMBRE 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Habitat, Cohésion Sociale et
Emploi

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	56

**Objet de la
délibération :**
**Programme Local de
l'Habitat -
Convention multi-
sites en partenariat
avec l'EPF PACA -
Approbation des
avenants de
prorogation n°5 et
n°1 des conventions
multi-sites n°1 et n°2**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Caroline COLLOMBAT, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Fabrice MAGAUD, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Claude ALEMAGNA pouvoir à Liliane BOYER, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Sophie DUFOUR pouvoir à Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN pouvoir à Jacques MICHEL, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Christine REMOSELLI, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Bernard CHARDES, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Grégory LOEW pouvoir à Alain VIGIER, André MENET pouvoir à Francine FIORINI, Christine NICCOLETTI pouvoir à Nicole FANELLI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Thierry PESCE, Christine REMOSELLI, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

La Communauté d'Agglomération Dracénoise dispose de la compétence en matière d'équilibre social de l'habitat et, à ce titre, met en œuvre sa Politique Locale de l'Habitat via le Programme Local de l'Habitat (PLH) pour l'ensemble du territoire de l'Agglomération.

Dans le cadre de ce partenariat (conventions annexées ci-après), et suite à la réalisation d'une étude de stratégie foncière à l'échelle de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, un certain nombre de secteurs à enjeux ont été identifiés sur son territoire.

Depuis 2006, l'Établissement Public Foncier (EPF) Provence Alpes Côte d'Azur et la Communauté d'Agglomération Dracénoise (CAD) ont multiplié les partenariats fonciers :

- convention Arc Sud, afin de réaliser une veille foncière sur plus de 650 ha entre les communes des Arcs-sur-Argens et du Muy, intégrant notamment le secteur stratégique de 90 ha identifié dans le projet économique du Schéma de Cohérence Territoriale en entrée d'agglomération proche de l'échangeur autoroutier ;
- des acquisitions opérationnelles à l'échelle de projets de quartiers (Cadenades au Muy et Combe Bayarde à Figanières) ;
- convention multi-sites, pour la production de logements à l'échelle communautaire.

La crise actuelle du logement et notamment du logement social dans la région amène l'EPF PACA à se mobiliser sur les réalisations «à court terme». Ces missions sont ainsi contractualisées au moyen de l'outil suscité, la convention multi-sites Habitat.

Cette convention multi-sites permet une grande réactivité pour intervenir sur des opportunités foncières dans le délai de réaction prévu par le code de l'urbanisme, en matière de préemption. Il est rappelé que les interventions sur une commune se font sur un accord de principe préalable du Maire concerné ainsi que du Président de la Communauté d'agglomération.

La Communauté d'Agglomération Dracénoise dispose ainsi de deux conventions multi sites :

- Une convention multi-sites N°1 qui, après plusieurs prorogations de délai, arrive de nouveau à échéance le 31 décembre 2016. Il est rappelé que le montant d'engagement de l'EPF PACA dans cette convention se monte à 4 M d'€ permettant un objectif global de réalisation de 450 logements dont 130 logements sociaux. A ce jour, le montant des acquisitions foncières réalisées s'élève à 3,8 M d'€ soit 93,5% du montant total de la convention.

Il est ainsi proposé de proroger cette convention multi-sites N°1 de deux années supplémentaires, soit jusqu'au 31 Décembre 2018. Cet avenant N°5 de la convention multi-sites n°1 aura pour unique but de permettre de finaliser les opérations déjà engagées, par la vente des fonciers acquis à des opérateurs désignés par la Communauté d'Agglomération Dracénoise et les communes concernées, conformément aux dispositions de la convention.

- Une convention multi-sites n°2 a été signée dès le 26 janvier 2015 pour de nouvelles acquisitions. Il est rappelé que cette convention porte un engagement financier de l'EPF PACA d'un montant de 3,5 M€, d'ores et déjà consommés à plus de 80%.

Il est proposé un avenant n°1 à cette convention multi-sites n°2 afin d'augmenter l'engagement financier de l'EPF PACA à 7 hauteur de 7,5 M€, permettant de porter l'objectif global de production de logements locatifs sociaux de 350 à 450 au titre de ce partenariat.

Envoyé en préfecture le 09/11/2016

Reçu en préfecture le 09/11/2016

Annexe 6
ID : 003-248560493-20161109-C_2016_146-DE

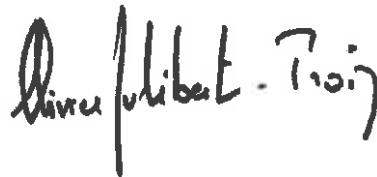
En conséquence et au vu l'avis favorable de la Commission Habitat réunie le 13 octobre 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir autoriser Monsieur le Président, à signer :

- l'avenant n°5 à la convention multi-sites N°1 avec l'EPF PACA permettant sa prorogation jusqu'au 31 décembre 2018 ;
- l'avenant n°1 à la convention multi-sites n°2 avec l'EPF PACA permettant d'augmenter l'engagement financier de l'EPF PACA à 7,5M€ ;
- tout acte et tout document relatifs à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 03 novembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.